

Un article libération.fr du 11 septembre 2013

Les opinions publiques opposées à une intervention en Syrie. (12.09)

Allemagne, France, Royaume-Uni... Les sondages montrent une forte réticence face à un nouvel engagement militaire occidental au Proche-Orient.

Barack Obama a lundi accepté de «s'engager dans des discussions à l'ONU» suite à la proposition russe de mettre sous contrôle international de l'arsenal chimique du régime syrien, ce qui lui permet de faire machine arrière sur la guerre sans perdre la face. Et de contenter les opinions publiques, majoritairement hostiles à un nouvel engagement militaire au Moyen-Orient.

Aux Etats-Unis, selon une enquête réalisée par le Pew Research Center entre le 29 août et le 1er septembre, seulement 29% des Américains sont en faveur de frappes aériennes en Syrie, alors que 48% s'y opposent. Fin août, un autre sondage (YouGov) donnait 15 % d'Américains favorables, 59 % contre, et 26 % incertains. Et si 55 % des interrogés pensent que le régime syrien s'est servi d'armes chimiques, 21 % estiment que les rebelles syriens ont fait de même.

En France, l'opinion publique semble désormais résolument pencher en faveur de l'anti-interventionnisme. D'après un sondage réalisé par Ifop pour le Figaro entre les 4 et 6 septembre 2013, 68% des Français seraient opposés à un engagement militaire de la France dans l'hypothèse d'une intervention en Syrie, et 32% y seraient favorables, avec des pics d'opposition chez les sympathisants FN et les retraités.

En Allemagne, selon la même enquête Ifop, l'opinion publique est désormais nettement défavorable à toute intervention occidentale (63% contre, 27% pour), 77% des sondés s'opposant à un engagement de la Bundeswehr. Et même dans le cas d'une intervention sous commandement américain à laquelle ils ne participeraient pas militairement, les Allemands ne sont que 41% à souhaiter que leur pays y apporte un soutien financier et matériel (sondage réalisé pour la chaîne publique ZDF).

En Italie, pays qui s'était engagé dans la guerre en Irak, un sondage de l'IPR Institute a montré que 52% du public était opposé à une attaque de la Syrie, même en l'absence d'engagement italien. Selon ce même sondage, environ 57% des Italiens sont opposés à ce que les bases militaires italiennes soit utilisées pour assister d'éventuelles forces militaires engagées dans les frappes.

Au Royaume-Uni, l'opinion publique apparaît traumatisée par la guerre en Irak. Les mensonges des faucons américains pour précipiter le «meilleur allié» des Etats-Unis dans la croisade contre Saddam Hussein, puis l'enlèvement des troupes de la coalition dans cette prétendue «guerre éclair» pèsent lourd dans la mémoire collective britannique. Selon un sondage ComRes réalisé le 1er septembre, deux Britanniques sur trois sont contre un engagement au Moyen-Orient. D'après les mêmes résultats, seuls 29% des Anglais estiment que l'armée américaine, même sans soutien militaire anglais, devrait lancer des frappes aériennes. Et dans tous les cas, 80% des sondés estiment que des frappes militaires quelles qu'elles soient doivent d'abord obtenir l'aval de l'ONU.

En Russie, selon le dernier sondage disponible, réalisé en juin par le Centre Levada et publié le 5 septembre seulement, seulement 8% des Russes portaient alors une attention particulière à la guerre en Syrie, alors que 52% étaient «un peu» au courant et 39% n'en connaissaient rien. 40% des Russes s'opposaient alors à une intervention étrangère en Syrie.

Seul pays où l'opinion publique se dit favorable à une intervention militaire en Syrie, Israël. Un sondage réalisé par le Gal Hadash et publié par Israël Hayom fin août a conclu que 67% des interrogés étaient en faveur d'une intervention militaire occidentale en Syrie. Seulement 17% y seraient opposés. Cependant, dans un autre sondage publié par le quotidien Maariv, les Israéliens se disent majoritairement opposés à l'entrée de Tsahal, l'armée israélienne, dans l'hypothétique coalition qui attaquerait la Syrie. Et 70% se sont dit inquiets qu'une intervention américaine mène à un engagement israélien.

«Jusqu'ici, on sondait les opinions sur une intervention une fois qu'elle était engagée [...] Là, comme la crise dure, on regarde ce que pensent les opinions publiques de ce qui relève du domaine réservé au Président.

On a donc l'impression qu'elles s'introduisent de façon plus forte dans le débat. Il y a une extension de la démocratie d'opinion, de la doxocratie», constate Edouard Lecerf, directeur général de TNS Sofres.